

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 1048

[C - 29162]

16 MARS 1998. — Décret relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitances (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Les devoirs des intervenants

Article 1^{er}. Toute personne qui œuvre au sein d'un service, d'une institution ou d'une association et qui a pour profession ou pour mission, même à titre bénévole ou temporaire, de contribuer à l'éducation, la guidance psycho-médico-sociale, l'aide à la jeunesse, la protection infantile, l'animation et l'encadrement d'enfants, doit être en mesure de produire à tout moment un certificat de bonne vie et mœurs exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour faits de mœurs ou de violence à l'égard des mineurs.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution de la présente disposition. Il peut prévoir des sanctions au non-respect de l'obligation faite à l'alinéa 1^{er}.

Art. 2. § 1^{er}. La personne visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, ci-après désignée l'intervenant, est tenue d'apporter aide à l'enfant victime de maltraitances ou à celui chez qui sont suspectés de tels mauvais traitements.

L'aide est due, quelle que soit la forme de la maltraitance, qu'elle soit psychique, physique ou sexuelle. Elle vise à prévenir ou à mettre fin à la maltraitance.

§ 2. Lorsqu'il est dans l'impossibilité d'agir personnellement afin de favoriser l'arrêt des maltraitances, l'intervenant, sans préjudice de l'application de l'article 458 du Code pénal, est tenu d'apporter son aide sous forme d'une information d'une instance compétente dont : le conseiller de l'aide à la jeunesse, ou l'équipe « S.O.S.-Enfants » visée à l'article 14, ou l'équipe d'un centre psycho-médico-social ou d'un centre d'inspection médicale scolaire.

§ 3. En outre, l'intervenant, sans préjudice de l'application de l'article 458 du Code pénal, est tenu d'apporter son aide sous forme d'une information d'une instance compétente lorsque la maltraitance est commise par un tiers extérieur au milieu familial de la vie de l'enfant.

TITRE II. — La coordination

Art. 3. Il est institué une commission de coordination de l'aide aux enfants victimes de maltraitances au sein de chaque arrondissement judiciaire situé dans la région de langue française et l'arrondissement judiciaire de Bruxelles limité au territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. La commission de coordination :

1° apporte aux intervenants de l'arrondissement, toute information utile et adaptée à l'arrondissement, relative à l'aide aux enfants victimes de maltraitances;

2° stimule, favorise et assure la coordination des services et des institutions qui ont pour missions de connaître ou d'assurer le suivi ou le traitement des situations d'enfants victimes de maltraitances;

3° veille à l'amélioration des procédures de prise en charge des situations de maltraitances à l'égard des enfants;

4° attire l'attention des autorités publiques sur tout problème rencontré concernant le traitement et le suivi des situations de maltraitances;

5° soumet au conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse toute proposition utile en matière de prévention générale et veille à établir avec celui-ci toute forme de collaboration efficace.

La commission de coordination ne traite pas de cas individuels d'enfants victimes de maltraitances.

Art. 5. La commission de coordination comprend :

1° le conseiller et les conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse de l'arrondissement;

2° le directeur et les directeurs adjoints de l'aide à la jeunesse de l'arrondissement;

3° le ou les juges de la jeunesse de l'arrondissement;

4° le ou les magistrats du parquet de la jeunesse de l'arrondissement;

5° un représentant de la gendarmerie désigné par l'officier commandant les services de la gendarmerie au niveau de l'arrondissement;

6° un représentant de la police judiciaire de l'arrondissement désigné par le procureur du Roi;

7° un représentant de chaque équipe « S.O.S.-Enfants » qui travaille au sein de l'arrondissement;

8° un magistrat du parquet spécialisé dans le traitement des dossiers de maltraitances à l'égard d'enfants, désigné par le procureur du Roi;

(1) *Session 1996-1997 :*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 144-1.

Session 1997-1998 :

Documents du Conseil. — Amendements de commission, n° 144-2 à 8. — Rapport, n° 144-9. — Amendements de séance, n° 144-10.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séance du 10 février 1998. — Adoption : séance du 11 mars 1998.

- 9° un représentant des services de police communale organisant une section jeunesse;
- 10° le président ou un vice-président du conseil d'arrondissement;
- 11° deux représentants désignés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance parmi les travailleurs médico-sociaux ou dans le service d'inspection des travailleurs médico-sociaux, compétents pour le territoire de l'arrondissement;
- 12° trois représentants des agents visés à l'article 11;
- 13° un représentant des services de santé mentale;
- 14° un représentant du barreau de l'arrondissement désigné par le Conseil de l'Ordre;
- 15° un représentant des centres publics d'aide sociale désigné sur proposition de la section des C.P.A.S. de l'Union des villes et des communes.

Art. 6. La commission de coordination peut associer à ses travaux des experts et des représentants de services ou institutions spécialisés dans le traitement et l'aide aux enfants victimes de maltraitances ou dans le suivi et la prise en charge d'auteurs de maltraitances à l'égard d'enfants.

La commission entend toute personne qu'elle estime utile à la réalisation de ses missions.

Art. 7. Le conseiller de l'aide à la jeunesse assure la présidence et organise le secrétariat de la commission de coordination. Il convoque la commission. Il soumet sa composition au conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse qui fait part de son avis au Gouvernement, lequel arrête la liste des membres composant la commission.

Art. 8. Les commissions de coordination élaborent chaque année un rapport annuel d'activités. Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution de la présente disposition. Ces rapports sont transmis par le Gouvernement au Parlement de la Communauté française.

Art. 9. Les membres de la commission de coordination et les personnes visées à l'article 6 sont tenus au secret pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leur participation aux travaux de la commission de coordination.

L'article 458 du Code pénal est applicable.

TITRE III. — La formation

Art. 10. § 1^{er}. La formation initiale des intervenants comprend obligatoirement une formation relative à l'approche du phénomène de la maltraitance des enfants.

Le Gouvernement détermine le contenu minimal de cette formation.

§ 2. La commission permanente de l'Enfance maltraitée, visée à l'article 18, soumet chaque année au Gouvernement des propositions quant à la formation continuée des intervenants.

Art. 11. Au sein de chaque centre psycho-médico-social et de chaque centre d'inspection médicale scolaire organisé ou subventionné par la Communauté française, un agent au moins est tenu de suivre une formation spécifique dont le contenu et les modalités sont fixés par le Gouvernement.

TITRE IV. — L'accueil téléphonique

Art. 12. Tout service organisant à titre accessoire un accueil téléphonique professionnel qui vise explicitement la prévention des maltraitances doit avoir été préalablement agréé à cette fin par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les conditions d'agrément et d'évaluation des services.

Pour être agréé, un service « Ecoute-Enfants » doit notamment :

- 1° être une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique;
- 2° présenter un projet pédagogique;
- 3° respecter les normes et les règles de personnel;
- 4° respecter les règles de déontologie;
- 5° présenter les modalités de collaboration avec les autres intervenants.

Art. 13. Tout service organisant à titre principal un accueil téléphonique professionnel visé à l'article 12, alinéa 1^{er}, doit être agréé à cette fin par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête les conditions d'agrément, d'octroi de subventions, de contrôle de leur utilisation et d'évaluation.

Pour être agréé, le service doit répondre aux conditions visées à l'article 12, alinéa 3 et, en outre, il doit assurer une écoute permanente et couvrir l'ensemble de la Communauté française.

Un seul service de cette catégorie peut être agréé.

Il est autorisé à porter le nom « Service Ecoute-Enfants de la Communauté française ».

TITRE V. — Les équipes « S.O.S.-Enfants »

Art. 14. § 1^{er}. Les équipes « S.O.S.-Enfants » sont des services pluridisciplinaires spécialisés dans le dépistage et la prise en charge des situations de maltraitances d'enfants, qui ont pour objet d'apporter une aide appropriée à l'enfant victime ou en situation de risque de maltraitance.

Chaque équipe doit être composée ou bénéficier par convention des services, au minimum, de :

- un médecin pédiatre ou généraliste;
- un pédopsychiatre ou un psychologue;
- un docteur ou un licencié en droit;
- un infirmier gradué social ou assistant social;
- un secrétariat administratif.

Lorsqu'il y a convention, elle doit prévoir des réunions de concertation régulières.

Peut être agréé comme équipe « S.O.S.-Enfants » :

- un service lié par une convention avec l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- un service agréé en application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;
- une coordination de personnes physiques ou morales comprenant au moins un service agréé en application du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou une institution ou service agréé, subventionné ou créé par l'O.N.E.

§ 2. Le pouvoir organisateur d'une équipe « S.O.S.-Enfants » doit être soit une personne morale de droit public, soit une association sans but lucratif, soit un établissement d'utilité publique.

§ 3. Le Gouvernement, après avis de la Commission permanente de l'enfance maltraitée visée à l'article 18, arrête les procédures d'agrément, de retrait d'agrément, de recours en cas de refus ou de retrait d'agrément et d'évaluation des équipes. Il fixe les conditions et les procédures d'octroi de subventions et de contrôle de leur utilisation. Il en agréé au moins une par arrondissement judiciaire. Toutefois, sur avis de la Commission permanente de l'enfance maltraitée, une équipe peut être commune à plusieurs arrondissements.

§ 4. Les crédits destinés aux subventions des équipes « S.O.S.-Enfants » font l'objet d'une allocation de base spécifique inscrite au budget administratif de la Communauté française.

Art. 15. Les équipes « S.O.S.-Enfants » ont pour missions :

1° d'assurer la prévention individuelle et le traitement des situations de maltraitements, soit d'initiative, soit lorsque l'intervention du service est sollicitée;

2° de veiller à établir, à cette fin, toutes les collaborations utiles et plus particulièrement avec les travailleurs médico-sociaux de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

3° d'apporter leur collaboration à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et aux instances compétentes de l'aide à la jeunesse pour l'organisation de campagnes de prévention et pour la formation des intervenants en matière de maltraitements d'enfants;

4° d'établir un bilan complet de la situation de l'enfant et de son milieu de vie;

5° de veiller à apporter une aide appropriée à l'enfant et à son milieu de vie, soit par l'équipe, soit par toute autre source psycho-médico-sociale.

Art. 16. En cas d'absolue nécessité et en cas de péril grave, les équipes « S.O.S.-Enfants » peuvent confier l'enfant, moyennant l'accord écrit de l'enfant s'il a plus de 14 ans et des personnes qui administrent la personne de l'enfant, pour une période de 6 jours maximum, à un service d'hébergement agréé dans le cadre du décret relatif à l'aide à la jeunesse ou par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le service d'hébergement auquel l'enfant est confié est indépendant de l'équipe « S.O.S.-Enfants ».

La décision de confier un enfant à un service d'hébergement est immédiatement notifiée au conseiller de l'aide à la jeunesse de l'arrondissement judiciaire territorialement compétent.

TITRE VI. — L'information des enfants

Art. 17. Les établissements scolaires, les organismes d'intérêt public, les institutions et les associations de la Communauté française, qu'elle subventionne ou qu'elle agréé, sont tenus de diffuser l'information destinée aux enfants relative aux services « Ecoute-Enfants » et aux instances compétentes citées à l'article 2 du présent décret.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exécution de cette disposition.

TITRE VII. — La Commission permanente de l'enfance maltraitée

Art. 18. Il est institué une Commission permanente de l'enfance maltraitée.

Cette Commission a pour mission d'encourager la lutte contre la maltraitance, de donner avis et conseils sur toutes les questions relatives à l'aide aux enfants victimes de maltraitements, notamment sur le fonctionnement des équipes « S.O.S.-Enfants » et des services « Ecoute-Enfants », de formuler des recommandations à l'intention du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse et de formuler des propositions sur les programmes de formation initiale et continuée des intervenants.

Elle remet notamment un avis sur les conditions et les procédures d'agrément des équipes « S.O.S.-Enfants » et des services « Ecoute-Enfants ».

Le Gouvernement désigne les membres de la Commission permanente de l'enfance maltraitée qui comprend :

1. trois représentants du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse choisis sur une liste de 6 candidats présentés par le Conseil communautaire;

2. trois représentants de l'Office de la Naissance et de l'Enfance choisis sur une liste de 6 membres présentés par le Conseil d'administration de l'Office;

3. trois représentants des équipes « S.O.S.-Enfants » choisis sur une liste de 6 candidats présentés par ces services;

4. le Délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse;

5. un conseiller ou un conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse choisi sur une liste de 3 candidats présentés collégalement par les conseillers;

6. un directeur ou un directeur adjoint de l'aide à la jeunesse choisi sur une liste de 3 candidats proposés collégalement par les directeurs;

7. un représentant de l'Union francophone des magistrats de la jeunesse choisi sur une liste double présentée par cette Union;

8. un représentant des ministres ayant l'Enfance et l'Aide à la jeunesse dans leurs attributions;

9. un représentant du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

10. un représentant de l'administration de l'Aide à la jeunesse;

11. un représentant de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse;

12. trois représentants des agents visés à l'article 11;

13. trois représentants du secteur de la recherche scientifique;
14. trois représentants du monde de l'enseignement;
15. un représentant du secteur de la santé mentale.

Le secrétariat de la Commission permanente de l'enfance maltraitée est assuré par l'administration de l'aide à la jeunesse.

Le Gouvernement désigne le Président et les deux vice-présidents de la Commission permanente de l'enfance maltraitée parmi les membres de la Commission.

Les membres sont désignés pour un terme de 4 ans, renouvelable. Tout membre qui perd la qualité qui a permis sa désignation comme membre de la Commission permanente de l'enfance maltraitée doit être remplacé selon les modalités de désignation prévues au présent article; le nouveau membre ainsi désigné achève le mandat de son prédécesseur.

La Commission permanente de l'enfance maltraitée peut associer des experts à ses travaux.

Art. 19. § 1^{er}. Il est créé une commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur les demandes d'agrément des équipes « S.O.S.-Enfants » et des services « Ecoute-Enfants ». Cette commission est composée par les membres de la Commission permanente de l'enfance maltraitée visés aux points 1 à 11 de l'article 18.

§ 2. Le Président de la Commission permanente de l'enfance maltraitée préside la commission d'agrément visée au § 1^{er} du présent article.

TITRE VIII. — Dispositions pénales

Art. 20. Les informations à caractère personnel recueillies par les personnes à l'occasion de leur participation à une des commissions organisées par le présent décret sont couvertes par le secret professionnel réglementé par l'article 458 du Code pénal, sans préjudice des articles 29 et 30 du Code d'instruction criminelle.

Art. 21. Le non-respect des obligations fixées à l'article 2 est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de cinquante à cinq mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Celui qui, en contravention aux articles 12 ou 13, organise personnellement ou par personne interposée un accueil téléphonique est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 francs à 5.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

TITRE IX. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 22. Le décret de la Communauté française du 29 avril 1985 relatif à la protection des enfants maltraités est abrogé.

Art. 23. 1^o A l'article 36, § 2, 1^o, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, les mots « une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans le dépistage et le traitement des enfants victimes de mauvais traitements, de privations ou de graves négligences » sont remplacés par les mots « une équipe S.O.S.-Enfants ».

2^o A l'article 36, § 3, du même décret, les mots « une équipe pluridisciplinaire visée » sont remplacés par les mots « une équipe S.O.S.-Enfants ».

3^o L'article 63 du même décret est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mars 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1048

[C - 29162]

16 MAART 1998. — Decreet inzake hulpverlening aan mishandelde kinderen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Plichten van de optredende personen

Artikel 1. Iedere persoon die werkzaam is binnen een dienst, een instelling of een vereniging, en die als beroep of als opdracht heeft, zelfs als vrijwillig of tijdelijk optredende persoon, bij te dragen tot de opvoeding, de psycho-medisch-sociale begeleiding, de hulpverlening aan de jeugd, de kindbescherming, de animatie en de begeleiding van kinderen, moet te allen tijde een getuigschrift van goed zedelijk gedrag kunnen overleggen, vrij van veroordelingen of van maatregelen inzake internering wegens zedenmisdrif of geweldsdaden ten aanzien van minderjarigen.

(1) *Zitting 1996-1997 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 144-1.

Zitting 1997-1998 :

Stukken van de Raad. — Commissieamendementen, nrs 144-2 tot 8. — Verslag, nr. 144-9. — Vergaderingsamendementen, nr. 144-10.

Integrale verslagen. — Bespreking : vergadering van 10 februari 1998. — Aanneming : vergadering van 11 maart 1998.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de uitvoering van deze bepaling. Zij kan sancties bepalen voor de niet-naleving van de verplichting bedoeld bij artikel 1.

Art. 2. § 1. De persoon bedoeld bij artikel 1, lid 1, hierna "optredende persoon" genoemd, is ertoe gehouden hulp te verlenen aan het mishandelde kind of aan het kind voor wie het vermoeden bestaat dat het wordt mishandeld.

Hulp moet worden verleend ongeacht de vorm van de mishandeling, of die van psychische, lichamelijke of seksuele aard is. Deze hulpverlening heeft tot doel die mishandeling te voorkomen of er een einde aan te stellen.

§ 2. Wanneer de optredende persoon in de onmogelijkheid verkeert om persoonlijk op te treden om de stopzetting van de mishandeling te bevorderen, moet hij, onverminderd de toepassing van artikel 458 van het Strafwetboek, hulp verlenen door de informatie te verwijzen naar een bevoegde instantie, inzonderheid : de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, of de directeur voor hulpverlening aan de jeugd, of de ploeg "SOS-Kinderen" bedoeld bij artikel 14, of de ploeg van een psycho-medisch-sociaal centrum of van een centrum voor medisch schooltoezicht.

§ 3. Bovendien is de optredende persoon, onverminderd de toepassing van artikel 458 van het Strafwetboek, ertoe gehouden hulp te verlenen in de vorm van een mededeling aan een bevoegde instantie, wanneer de mishandeling wordt bedreven door een derde die niet behoort tot het familiaal levensmilieu van het kind.

TITEL II. — Coördinatie

Art. 3. Er wordt een coördinatiecommissie voor hulpverlening aan mishandelde kinderen opgericht binnen elk gerechtelijk arrondissement gelegen binnen het Frans taalgebied en het gerechtelijk arrondissement Brussel, beperkt tot het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Art. 4. De coördinatiecommissie :

1° deelt aan de optredende personen van het arrondissement elke nuttige informatie over hulpverlening aan mishandelde kinderen mede die aan het arrondissement aangepast is;

2° moedigt de coördinatie aan, bevordert die en neemt die waar tussen de diensten en instellingen die als opdracht hebben kennis te nemen van toestanden waarin kinderen mishandeld worden of die te begeleiden of te behandelen;

3° zorgt voor de verbetering van de procedures voor het optreden ten opzichte van toestanden waarin kinderen worden mishandeld;

4° vestigt de aandacht van de overheid over elk probleem betreffende het behandelen en het opvolgen van de mishandelingstoestand;

5° legt aan de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd elk nuttig voorstel voor inzake algemene preventie en zorgt voor elke doeltreffende medewerking met deze.

De coördinatiecommissie behandelt niet de individuele gevallen van mishandelde kinderen.

Art. 5. De coördinatiecommissie is samengesteld uit :

1° de adviseur en de adjunct-adviseurs voor hulpverlening aan de jeugd van het arrondissement;

2° de directeur en adjunct-directeurs voor hulpverlening aan de jeugd van het arrondissement;

3° de jeugdrechter(s) van het arrondissement;

4° de magistraat(aten) van het jeugdparquet van het arrondissement;

5° een vertegenwoordiger van de Rijkswacht, aangewezen door de bevelvoerende officier van de diensten van de Rijkswacht in het arrondissement;

6° een vertegenwoordiger van de gerechtelijke politie van het arrondissement die door de procureur des Konings wordt aangewezen;

7° een vertegenwoordiger van elke ploeg "SOS-Kinderen" die binnen het arrondissement werkt;

8° een magistraat van het parket, gespecialiseerd in de behandeling van de dossiers inzake kindermishandeling, aangewezen door de procureur des Konings;

9° een vertegenwoordiger van de diensten van de gemeentepolitie die een afdeling "jeugd" organiseren;

10° de voorzitter of een ondervoorzitter van de arrondissementsraad;

11° twee vertegenwoordigers aangewezen door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" uit de medisch-sociale werkers of uit de dienst inspectie van de medisch-sociale werkers, bevoegd voor het grondgebied van het arrondissement;

12° drie vertegenwoordigers van de ambtenaren bedoeld bij artikel 11;

13° een vertegenwoordiger van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

14° een vertegenwoordiger van de balie van het arrondissement, die door de Raad van de Orde wordt aangewezen;

15° een vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die wordt aangewezen op de voordracht van de afdeling O.C.M.W.'s van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten.

Art. 6. De coördinatiecommissie kan de medewerking vragen van deskundigen en vertegenwoordigers van de diensten of instellingen gespecialiseerd in de behandeling van en hulpverlening aan mishandelde kinderen of in de begeleiding en de verzorging van de daders van kindermishandeling.

De commissie hoort iedere persoon die zij nuttig acht voor de vervulling van haar opdracht.

Art. 7. De adviseur voor hulpverlening aan de jeugd neemt het voorzitterschap van de coördinatiecommissie waar en organiseert haar secretariaat. Hij roept de commissie bijeen. Hij legt de samenstelling ervan aan de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd voor, die zijn advies aan de Regering mededeelt; deze stelt de lijst vast van de leden waaruit de commissie samengesteld is.

Art. 8. De coördinatiecommissies maken elk jaar een activiteitenverslag op. De Regering stelt de nadere regels vast voor de uitvoering van deze bepaling. Die verslagen worden door de Regering aan het Parlement van de Franse Gemeenschap medegedeeld.

Art. 9. De leden van de coördinatiecommissie en de personen bedoeld bij artikel 6 zijn tot geheimhouding verplicht voor de feiten, daden en inlichtingen waarvan ze kennis hebben kunnen dragen als gevolg van hun deelneming aan de werkzaamheden van de coördinatiecommissie.

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing.

TITEL III. — Vorming

Art. 10. § 1. De basisvorming van de optredende personen moet een vorming betreffende de behandeling van kindermishandeling inhouden.

De Regering bepaalt de minimuminhoud van die vorming.

§ 2. De Vaste Commissie voor Kindermishandeling bedoeld bij artikel 18, legt elk jaar aan de Regering voorstellen voor betreffende de voortgezette vorming van de optredende personen.

Art. 11. Binnen elk psycho-medisch-sociaal centrum en elk centrum voor medisch schooltoezicht dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, is ten minste een ambtenaar ertoe gehouden een specifieke vorming te volgen waarvan de inhoud en de nadere regels door de Regering te bepalen zijn.

TITEL IV. — Telefonisch onthaal

Art. 12. Elke dienst die als bijzaak een telefonisch beroepsonthaal organiseert dat uitdrukkelijk betrekking heeft op de preventie van mishandeling moet daartoe vooraf door de Regering erkend zijn.

De Regering stelt de voorwaarden vast voor de erkenning en de evaluatie van de diensten.

Om erkend te worden, moet een dienst "Meldpunt Kinderen" inzonderheid :

1° een publiekrechtelijke rechtspersoon, een vereniging zonder winstoogmerk of een instelling van openbaar nut zijn;

2° een pedagogisch projekt indienen;

3° de normen en de regels inzake personeel naleven;

4° de ethische gedragsregels naleven;

5° de nadere regels vaststellen voor de medewerking met de andere optredende personen.

Art. 13. Elke dienst die als hoofdzaak een telefonisch beroepsonthaal organiseert zoals bedoeld in artikel 12, lid 1, moet daartoe door de Regering worden erkend.

De Regering stelt de voorwaarden vast voor de erkenning, de toekenning van toelagen, de controle op de aanwending ervan, en de evaluatie.

Om erkend te worden, moet de dienst voldoen aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 12, lid 3, en moet bovendien een permanente luisterbereidheid bieden en de gehele Franse Gemeenschap bedienen.

Er mag alleen één dienst van die categorie worden erkend.

Hij alleen mag de naam "Service Ecoute-Enfants de la Communauté française" ("Dienst-Meldpunt Kinderen van de Franse Gemeenschap") dragen.

TITEL V. — De ploegen "SOS-Kinderen"

Art. 14. § 1. De ploegen "SOS-Kinderen" zijn pluridisciplinaire diensten, gespecialiseerd in het opsporen en behandelen van gevallen van kindermishandeling, die als opdracht hebben een gepaste hulp te verlenen aan het kind dat mishandeld wordt of het risico loopt mishandeld te worden.

Elke ploeg moet samengesteld zijn uit of bij een overeenkomst de diensten kunnen genieten van, ten minste :

- een kinderarts of algemeen geneeskundige,
- een pedopsychiater of een psycholoog,
- een doctor of licentiaat in de rechten,
- een gegradueerd maatschappelijk verpleegkundige of maatschappelijk assistent,
- een administratief secretariaat.

Als er een overeenkomst bestaat, moet die regelmatige overlegvergaderingen bepalen.

Als ploeg "SOS-Kinderen" kunnen worden erkend :

- een dienst die een overeenkomst heeft ondertekend met de "Office de la Naissance et de l'Enfance";
- een dienst erkend bij toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;
- een coördinatieverband van natuurlijke of rechtspersonen dat bestaat uit ten minste een dienst erkend bij toepassing van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of een instelling of dienst die erkend, gesubsidieerd of opgericht wordt door de ONE.

§ 2. De inrichtende macht van een ploeg "SOS-Kinderen" moet ofwel een publiekrechtelijke rechtspersoon, ofwel een vereniging zonder winstoogmerk, ofwel een inrichting van openbaar nut zijn.

§ 3. Na het advies van de Vaste Commissie voor Kindermishandeling bedoeld bij artikel 18 te hebben ingewonnen, stelt de Regering de procedures vast voor de erkenning, de intrekking van de erkenning, het beroep in geval van afwijzing of intrekking van de erkenning, en evaluatie van de ploegen. Zij stelt de voorwaarden en de procedures vast voor de toekenning van de toelagen en de controle op de aanwending ervan. Zij erkent er minstens één per gerechtelijk arrondissement. Na advies van de Vaste Commissie voor Kindermishandeling, kunnen verschillende arrondissementen een zelfde ploeg hebben.

§ 4. De kredieten bestemd voor de toelagen van de ploegen "SOS-Kinderen" worden uitgetrokken op een specifieke basisallocatie bepaald in de administratieve begroting van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. De ploegen "SOS-Kinderen" hebben als opdracht :

1° te zorgen voor de individuele preventie en de behandeling van gevallen van mishandeling, ofwel op eigen initiatief, ofwel wanneer het optreden van de dienst wordt aangevraagd;

2° te dien einde te zorgen voor elke nuttige medewerking, inzonderheid met de medisch-sociale werkers van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

3° hun medewerking te verlenen aan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" en de bevoegde instanties voor hulpverlening aan de jeugd, voor de organisatie van preventiecampagnes en voor de vorming van de optredende personen inzake kindermishandeling;

4° een volledige balans op te maken van de toestand van het kind en van zijn levensmilieu;

5° te zorgen voor gepaste hulpverlening aan het kind en zijn milieu, ofwel door de ploeg, ofwel door elk ander psycho-medisch-sociaal middel.

Art. 16. Wanneer dit absoluut noodzakelijk is en wanneer er een ernstig gevaar bestaat, kunnen de ploegen "SOS-Kinderen", mits schriftelijke instemming van het kind, indien het kind ouder is dan 14 jaar, en van de personen die de persoon van het kind besturen, voor een periode van hoogstens 6 dagen, het kind aan een opvangdienst toevertrouwen die erkend is in het kader van het decreet inzake hulpverlening aan de jeugd of door de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

De opvangdienst waaraan het kind toevertrouwd wordt, is onafhankelijk van de ploeg "SOS-Kinderen".

De beslissing om het kind aan een opvangdienst toe te vertrouwen, wordt onmiddellijk medegedeeld aan de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd van het territoriaal bevoegde gerechtelijk arrondissement.

TITEL VI. — Voorlichting van kinderen

Art. 17. De schoolinrichtingen, de instellingen van openbaar nut, de instellingen en verenigingen van de Franse Gemeenschap die zij subsidieert of erkent, zijn ertoe gehouden de informatie te verspreiden die bestemd is voor de kinderen betreffende de diensten "Meldpunt Kinderen" en voor de bevoegde instanties vermeld in artikel 2 van dit decreet.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de uitvoering van deze bepaling.

TITEL VII. — De Vaste Commissie voor Kindermishandeling

Art. 18. Er wordt een Vaste Commissie voor Kindermishandeling ingesteld.

Die Commissie heeft als opdracht de bestrijding van mishandeling te bevorderen, adviezen en raadgevingen te verstrekken over alle vraagstukken in verband met hulpverlening aan mishandelde kinderen, inzonderheid betreffende de werking van de ploegen "SOS-Kinderen" en de diensten "Meldpunt Kinderen", aanbevelingen te formuleren voor de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd en voorstellen te formuleren over de programma's inzake basisvorming en voortgezette vorming van de optredende personen.

Zij brengt inzonderheid advies uit over de voorwaarden en procedures voor de erkenning van de ploegen "SOS - Kinderen" en de diensten "Meldpunt Kinderen".

De Regering stelt de leden van de Vaste Commissie voor Kindermishandeling aan, die samengesteld is uit :

1. drie vertegenwoordigers van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gekozen uit een lijst van 6 kandidaten voorgedragen door de Gemeenschapsraad;

2. drie vertegenwoordigers van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gekozen uit een lijst van 6 leden, voorgedragen door de raad van bestuur van de "Office";

3. drie vertegenwoordigers van de ploegen "SOS Kinderen", gekozen uit een lijst van 6 kandidaten, voorgedragen door die diensten;

4. de Algemeen Afgevaardigde voor de rechten van het kind en hulpverlening aan de jeugd;

5. een adviseur of een adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd, gekozen uit een lijst van 3 kandidaten, collegiaal voorgedragen door de adviseurs;

6. een directeur of adjunct-directeur voor hulpverlening aan de jeugd, gekozen uit een lijst van 3 kandidaten, collegiaal voorgedragen door de directeurs;

7. een vertegenwoordiger van de "Union francophone des magistrats de la jeunesse", gekozen uit een lijst van twee kandidaten, voorgedragen door die "Union";

8. een vertegenwoordiger van de ministers tot wier bevoegdheid het Kind en de Hulpverlening aan de Jeugd behoren;

9. een vertegenwoordiger van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

10. een vertegenwoordiger van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd;

11. een vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd van de Franse Gemeenschap;

12. drie vertegenwoordigers van de ambtenaren bedoeld bij artikel 11;

13. drie vertegenwoordigers van de sector wetenschappelijk onderzoek;

14. drie vertegenwoordigers van onderwijskringen;

15. een vertegenwoordiger van de sector geestelijke gezondheidszorg.

Het secretariaat van de Vaste Commissie voor Kindermishandeling wordt waargenomen door het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd.

De Regering stelt de voorzitter en de twee ondervoorzitters van de Vaste Commissie voor Kindermishandeling uit de leden van de Commissie aan.

De leden worden voor een vernieuwbare termijn van 4 jaar aangesteld. Elk lid dat de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij als lid van de Vaste Commissie voor Kindermishandeling kon worden aangesteld, moet worden vervangen volgens de nadere regels inzake aanstelling bedoeld bij dit artikel; het aldus aangestelde nieuwe lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

De Vaste Commissie voor Kindermishandeling kan de medewerking van deskundigen vragen.

Art. 19. § 1. Er wordt een erkenningscommissie opgericht, belast met het uitbrengen van adviezen over de aanvragen om erkenning van de ploegen "SOS-Kinderen" en de diensten "Meldpunt Kinderen". Die commissie wordt samengesteld door de leden van de Vaste Commissie voor Kindermishandeling bedoeld bij de punten 1 tot 11 van artikel 18.

§ 2. De voorzitter van de Vaste Commissie voor Kindermishandeling zit de erkenningscommissie bedoeld bij § 1 van dit artikel voor.

TITEL VIII. — Strafbepalingen

Art. 20. De inlichtingen van persoonlijke aard die worden ingewonnen door de personen naar aanleiding van hun deelneming aan één van de commissies ingesteld bij dit decreet, vallen onder het beroepsgeheim zoals bepaald bij artikel 458 van het Strafwetboek, onverminderd de artikelen 29 en 30 van het Wetboek van Strafvordering.

Art. 21. De niet-naleving van de verplichtingen bepaald bij artikel 2 wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar en met geldboete van vijftig tot vijfduizend frank, of met één van die straffen alleen.

Hij die, in overtreding van de artikelen 12 of 13, persoonlijk of door toedoen van derden, een telefonisch onthaal organiseert, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 26 frank tot 5 000 frank of met één van die straffen alleen.

TITEL IX. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 22. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 april 1985 betreffende de bescherming van mishandelde kinderen wordt opgeheven.

Art. 23. 1° In artikel 36, § 2, 1°, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, worden de woorden "een pluridisciplinaire ploeg gespecialiseerd in het opsporen en het behandelen van kinderen die het slachtoffer zijn van mishandeling, ontberingen of ernstige nalatigheid" vervangen door de woorden "een ploeg "SOS - Kinderen".

2° In artikel 36, § 3, van hetzelfde decreet, worden de woorden "een in § 2, 1°, bedoelde pluridisciplinaire ploeg" vervangen door de woorden "een ploeg "SOS - Kinderen".

3° Artikel 63 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 maart 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1049

[C - 98/27266]

9 AVRIL 1998. — Décret portant assentiment à l'Accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Marché Commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part, à la déclaration commune, à l'échange de lettres et au procès-verbal de signature, faits à Madrid le 15 décembre 1995 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 127 de celle-ci.

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil 351 (1997-1998). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 31 mars 1998.

Discussion. Vote.